

Un selfie avec Justin Trudeau. Regard critique sur la diplomatie du Premier ministre, Jocelyn COULON, 2018, Montréal, Québec-Amériques, 256 p.

Justin Massie

Volume 50, numéro 1, printemps 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1062827ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1062827ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Massie, J. (2019). Compte rendu de [*Un selfie avec Justin Trudeau. Regard critique sur la diplomatie du Premier ministre*, Jocelyn COULON, 2018, Montréal, Québec-Amériques, 256 p.] *Études internationales*, 50(1), 174–177.
<https://doi.org/10.7202/1062827ar>

aborde les retombées de ce phénomène idéologique violent en Occident.

Dans leur courte préface, les directeurs de l'ouvrage soulignent que le 12 décembre 2014, le Bureau britannique des Affaires étrangères et du Commonwealth avait réuni un panel d'experts chargés de se pencher sur l'évolution des *lectures djihadistes* qui rythmaient le Moyen-Orient. S'inspirant de cette démarche, Staffell et Awan ont envisagé une approche plus ambitieuse, s'attachant à saisir les moments clés qui ont façonné un tel mouvement. Les deux auteurs rappellent ainsi au lecteur, le plus souvent influencé par des médias qui se sont surtout attachés à examiner les manifestations du djihadisme, qu'il importe de dépasser les clichés. Aussi l'étude des discours d'Al-Qaïda et de l'État islamique (dans leurs différentes manifestations, au cours de ces dernières années) et du dialogue qu'entretiennent ces deux organisations avec les mouvances qui ont essaimé à partir d'elles, est-elle primordiale.

Sans doute la difficulté d'appréhender le djihadisme, phénomène désormais mondial, rend-elle délicate toute tentative de vulgarisation d'un travail universitaire. Cependant, le lecteur de *Jihadism Transformed: Al-Qaeda and Islamic State's Global Battle of Ideas* qui viendrait d'un autre champ disciplinaire pourrait regretter l'absence d'une articulation plus claire qui lui permettrait

de considérer l'ouvrage comme un manuel s'adressant également aux profanes.

Nathalène REYNOLDS
Sustainable Development Policy
Institute
Islamabad, Pakistan

ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Un selfie avec Justin Trudeau. Regard critique sur la diplomatie du Premier ministre

Jocelyn COULON, 2018, Montréal,
Québec-Amériques, 256 p.

Il est malheureusement rare au Canada que les anciens conseillers politiques couchent sur le papier leurs expériences au sein de l'appareil décisionnel en matière de politique étrangère. Parmi les quelques exceptions notables figure l'ouvrage de Jocelyn Coulon, ancien conseiller du ministre des Affaires étrangères Stéphane Dion. À ce seul titre, l'ouvrage de Coulon est plus que bienvenu : il offre une vue de l'intérieur, une contribution effective à une meilleure compréhension de ce qui est autrement très opaque, à savoir les luttes de pouvoir entourant les prises de position du Canada en matière d'affaires internationales.

Dans *Un selfie avec Justin Trudeau*, Coulon offre bien plus que de simples révélations pour les manchettes quotidiennes. Il permet de cerner les fondements intellectuels et les considérations

ayant façonné la politique étrangère de Justin Trudeau au cours de sa première année au pouvoir. Par exemple, Coulon affirme que Trudeau poursuit en grande partie la même politique étrangère que son prédécesseur, Stephen Harper, pourtant critiqué par plusieurs (y compris Coulon lui-même) pour avoir radicalement écarté le Canada de son attachement traditionnel au multilatéralisme, au droit international et à son rôle de médiateur. Coulon affirme même qu'« aucune initiative internationale ne porte le sceau du premier ministre » Trudeau (p. 11).

Tout comme Harper, Trudeau est décrit comme ayant pris le pouvoir sans aucune expérience internationale ni conception claire en matière de politique étrangère. Plus encore, Coulon accuse Trudeau d'être indécis et désorienté sur plusieurs dossiers, de céder aux groupes de pression, sondages et médias, ainsi que de participer à « l'ethnicisation » de la politique étrangère canadienne (p. 187). De nombreux diplomates estiment que Trudeau « subordonne la politique étrangère à des enjeux de politique intérieure et entre en collision avec la définition et la défense des intérêts nationaux du Canada » (p. 192).

La critique la plus dévastatrice qu'émet cet ouvrage porte sans doute sur le fait que Trudeau ait refusé de rencontrer son ministre des Affaires étrangères tout au long des quatorze mois de mandat qu'il lui avait confié, et ce

malgré les demandes répétées du ministre. De cela on peut déduire soit que le Premier ministre éprouve peu d'intérêt pour les affaires internationales, soit qu'il tient Dion en piètre estime. Coulon soutient la seconde interprétation, bien qu'il note que Trudeau ne s'était toujours pas « fait une tête » sur les grandes orientations de la politique étrangère canadienne au printemps 2016 (p. 91). Mais si Dion avait été choisi « en signe de reconnaissance de ses capacités » et comme récompense en tant qu'ancien chef de parti (p. 65), il n'entretenait pas une bonne relation avec Trudeau, qui ne tolérait pas la propension de Dion à donner des leçons à ses collègues et à en faire pleurer certains. Rappelons que Dion, alors chef du Parti libéral, n'avait pas soutenu la candidature de Trudeau pour la circonscription de Papineau en 2007. Coulon prend largement le parti de Dion dans cette affaire, ne lésinant pas sur les termes élogieux pour un homme « à la stature intellectuelle incontestée et capable de promouvoir des idées destinées à rétablir la crédibilité du Canada sur la scène internationale après neuf années de règne conservateur » (p. 65).

La structure de l'ouvrage est claire, car chronologique pour l'essentiel, et la lecture très agréable, comme un bon roman. Coulon retrace d'abord les débuts de Trudeau comme politicien, chef de parti, puis comme Premier ministre. Puis il examine la performance du ministre Dion à la tête de la diplomatie canadienne

jusqu'à sa chute « brutale » en janvier 2017 (p. 82). Enfin, il se penche sur quelques dossiers d'importance, dont le soi-disant « retour » du Canada sur la scène mondiale et ses relations avec les grandes puissances.

Dion y est décrit comme un fervent internationaliste libéral, qui promeut la justice, la démocratie et la liberté, ainsi qu'une politique d'engagement passant par une diplomatie très active. La vision de Dion tient à sa volonté que le Canada devienne un architecte de la paix. Si Dion participe à la politique du gouvernement Trudeau de réengagement en matière d'opérations de paix annoncée en août 2016, il n'a pas le temps de la mettre en œuvre. Coulon critique d'ailleurs vertement le manque d'ambition de l'engagement canadien au Mali, finalement annoncé en mars 2018, bien en deçà de la politique élaborée 19 mois plus tôt, alors que Dion était toujours en poste. Trudeau a « cédé aux pressions internationales et à celles qui s'exprimaient au sein de son cabinet » sur cette question, car le premier ministre est « réactif plutôt que proactif. Il hésite, il procrastine, il est sujet aux volte-face » (p. 163). Ailleurs, Trudeau est dépeint comme un homme pragmatique qui cherche le consensus et le compromis (p. 123).

Coulon maintient qu'il sera difficile pour le Canada de remporter le siège non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies lors du vote en juin 2020.

Le Canada arrive tard dans la course et doit faire ses preuves. Or, sur deux sujets, le gouvernement Trudeau manque à l'appel. Il refuse d'écouter ses conseillers diplomatiques qui recommandent d'adopter une posture plus équilibrée sur le conflit israélo-palestinien, préférant poursuivre dans la même veine que son prédécesseur conservateur. Coulon accuse à ce sujet les conseillers politiques de Trudeau (essentiellement Gerald Butts et Katie Telford), qui lui rappellent son engagement électoral envers la communauté juive à ne pas changer l'approche adoptée par le gouvernement Harper. Par ailleurs, l'Afrique est laissée pour compte : en témoignent le faible investissement en aide publique au développement, le refus de Trudeau de prononcer un discours au sommet des chefs d'État de l'Union africaine et le modeste engagement en matière d'opérations de paix.

Sur la question des relations avec la Russie, Coulon soutient que Trudeau s'est rangé du côté de Chrystia Freeland contre Dion en s'opposant au réchauffement des relations avec la Russie. Sur les relations avec la Chine, Trudeau est accusé de ne considérer que le potentiel économique et commercial du pays. Et enfin, au sujet du président américain Donald Trump, Coulon semble approuver la stratégie de Trudeau qui vise à maximiser son influence auprès de l'entourage du président, des parlementaires fédéraux et des États américains

favorables aux bonnes relations avec le Canada. Mais Coulon ne digère pas l'excuse que représente l'arrivée au pouvoir de Trump pour congédier Dion. Il soutient d'ailleurs que Freeland incarne l'aile gauche du Parti libéral et qu'elle portera le blâme en cas d'échec de la renégociation de l'ALENA.

Justin MASSIE
Université du Québec à Montréal
Montréal, Canada

RÉGIONALISME ET RÉGIONS

EUROPE

Restructuring the European State: European Integration and State Reform

Paolo DARDANELLI, 2017,
Montréal et Kingston, McGill-
Queen's University Press, 382 p.

Le refus des nationalistes écossais de quitter l'Union européenne (UE) à la suite du référendum sur le Brexit en 2016 a permis de voir apparaître l'Europe dans un débat national de restructuration étatique, entendue comme reconstruction des relations institutionnelles entre l'État central et des unités infranationales. Paolo Dardanelli cherche à comprendre comment l'Europe peut influencer les restructurations d'États qui ont été observées au cours du dernier demi-siècle en Europe occidentale (Belgique, Danemark, Espagne, France, Italie et Royaume-Uni), et à avancer une

théorie et un cadre d'analyse appropriés.

Dardanelli présente un cadre théorique réaliste qu'il appelle *realist bargain*, selon lequel des formations politiques nationalistes (régionalistes ou indépendantistes), en tenant compte du contexte national, rationalisent leur action pour la rendre cohérente avec l'intégration européenne. L'auteur conçoit que les partis nationalistes ont une logique « calculatrice » puisqu'ils envisagent le lien entre l'Europe et la restructuration en termes d'opportunités et d'incitatifs (les partis indépendantistes mobilisent l'accès au marché européen pour légitimer leur option), mais aussi de contraintes, dont les partis doivent évaluer les coûts afin de pouvoir les minimiser (les partis nationaux rétorquent aux partis indépendantistes que le droit européen n'offre pas de garanties quant à l'intégration de nouveaux États au sein du territoire de l'UE). Dardanelli formule l'hypothèse que l'intégration européenne n'influe fondamentalement que sur les restructurations *bottom-up* des États. Celles-ci amènent l'État central à réaliser des changements institutionnels après que des revendications ont été formulées par des partis nationalistes représentant une unité infranationale. Cette forme de restructuration se distingue du type *top-down*, où l'État central procède à des restructurations pour des raisons d'efficacité de l'administration publique. Selon l'auteur, ces transformations